



Marché public de prestations intellectuelles

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES (CCTP)

Maître de l'ouvrage

Université Clermont Auvergne
49 Boulevard François Mitterrand
CS 60032
63000 CLERMONT-FERRAND

Objet de la consultation

**Opération 1052 – Rénovation des amphithéâtres du campus des
cézeaux**

Mission de Coordination SPS

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES (CCTP)

ARTICLE 1 – OBJET DE LA PRESENTE CONSULTATION.....	3
1.1 Objet Du marché.....	3
1.2 Objet et lieux d'exécution des travaux	3
1.3 Maîtrise d'œuvre.....	3
1.4 Contrôle technique	3
1.5 Coût prévisionnel des travaux.....	4
1.6 Délais d'exécution	4
ARTICLE 2 – INTERVENTIONS DU COORDONNATEUR.....	4
2.1 Etendue de la mission	4
2.2 Délais d'exécution	6
2.3 Condition d'exécution de la mission	8
2.4 Responsable coordonnateur	9

ARTICLE 1 – OBJET DE LA PRESENTE CONSULTATION

1.1 Objet Du marché

La présente consultation porte, pour les phases de conception et de réalisation de l'opération 1052 – Rénovation des amphithéâtres du campus des cézeaux, sur la réalisation d'une mission de **Coordination SPS** (CSPS) conformément aux dispositions de la loi n°93-1418 du 31 décembre 1993 et des textes pris pour son application.

1.2 Objet et lieux d'exécution des travaux

OP 1052 – Mission de coordination SPS pour la Rénovation des Amphithéâtres du Campus des Cézeaux.

Lieu d'exécution :

Amphithéâtres des Cézeaux
Impasse Amélie Murat
63170 Aubière

Les amphithéâtres du Campus des Cézeaux a été construit au début des années 1970. Ce bâtiment, d'une surface de 6 806 m² de SHON, est actuellement occupé par les différentes UFR du Campus.

Le projet s'articule autour de deux secteurs d'interventions :

- La rénovation thermique globale du bâtiment permettant une amélioration sensible de consommation énergétique comprenant :
 - L'intervention, pour la pose d'une isolation thermique extérieure (ITE), une vêtue des façades, une isolation de la toiture terrasse et des toitures en bac acier (amphithéâtres) et du vide sanitaire ;
 - Le remplacement des menuiseries par un double vitrage à haute performance thermique ;
 - Le renouvellement des installations de distribution de chauffage hydraulique du bâtiment centrale ;
 - Le renouvellement des Centrales de Traitement d'Air des amphithéâtres ;
 - La modernisation des systèmes d'éclairage par des équipements éclairage LED.
- Le réaménagement fonctionnel de certains espaces dont :
 - La réhabilitation complète des deux amphithéâtres attenants comprenant la mise aux normes et standards internationaux, en termes d'isolation, d'acoustique, d'éclairage et de confort.
 - Les salles de cours du bâtiment centrale au R+1,
 - Les salles sous les amphithéâtres, les salles gradinées, ainsi que les amphithéâtres,
 - La mise en sécurité et en accessibilité.

1.3 Maîtrise d'œuvre

Il n'y a pas d'équipe de maîtrise d'œuvre puisque les missions de conception sont confiées au groupement du MGP

1.4 Contrôle technique

Le maître de l'ouvrage sera assisté du contrôleur technique agréé dont le nom et les missions seront communiqués ultérieurement au coordonnateur.

1.5 Coût prévisionnel des travaux

Le cout prévisionnel des travaux est estimé à 8 350 000 € HT.

1.6 Délais d'exécution

Date prévisionnelle début analyse des 3 offres initiales niveau APS : août 2025 (délai 2 semaines calendaires)

Date prévisionnelle début analyse des 3 offres finales niveau APS : novembre 2025 (délai 2 semaines calendaires)

Date prévisionnelle de démarrage des études : janvier 2026

Date prévisionnelle de démarrage des travaux : octobre 2026

Date prévisionnelle de fin des travaux : Juin 2028

Durée prévisionnelle totale du marché : 36 mois

L'intervention du coordonnateur débute à la date de notification du marché et s'achève à la levée de la dernière réserve dans le cadre de la réception des travaux et au plus tard 3 mois avant l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement.

ARTICLE 2 – INTERVENTIONS DU COORDONNATEUR

2.1 Etendue de la mission

Conformément aux dispositions de la loi n°93-1418 du 31 décembre 1993 et des textes pris pour son application, le présent marché porte sur la réalisation d'une mission de coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé des travailleurs (SPS), pour les phases de conception et de réalisation relatives à l'opération de catégorie 1 au sens de l'article R.4532-1 du Code du travail.

Les missions confiées au coordonnateur seront les suivantes :

Phase 1 : adjudication

Code	Désignation
A2	Analyse des 3 offres initiales niveau APS
A3	Analyse des 3 offres finales niveau APS

Phase 2 : conception

Code	Désignation
C01	Respect des principes généraux de prévention
C02	Participation à la rédaction de la déclaration préalable avec le maître d'ouvrage
C05	Rédaction et mise à jour du plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé
C06	Constitution du dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage
C07	Ouverture du registre journal de coordination
C08	Projet de règlement du collège interentreprises de sécurité, de santé et des conditions de travail
C13	Avis formalisé sur le dossier APD établi par le groupement titulaire du MGP
C15	Avis formalisé sur le dossier PRO établi par le groupement titulaire du MGP
C16	Transmission des consignes et des documents au coordonnateur de la phase réalisation

Phase 3 : réalisation

<i>Code</i>	<i>Désignation</i>
R02	Organisation de la coordination des activités des différentes entreprises présentes sur le chantier
R03	Tenue à jour du registre journal de coordination
R04	Veille de l'application correcte des mesures de coordination préalablement définies et des procédures de travail qui interfèrent
R07	Tenue à jour et adaptation du plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé
R08	Tenue à jour du dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage
R09	Harmonisation des plans particuliers de sécurité et de protection de la santé dans le plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé
R11	Communication des plans particuliers de sécurité et de protection de la santé établis par les entreprises titulaires du lot gros œuvre ou du lot principal et par les entreprises ayant à effectuer des travaux présentant des risques particuliers aux autres entreprises intervenant sur le chantier
R12	Participation avant le lancement de la période de préparation de chantier, à une réunion de coordination des travaux de V.R.D.
R13	Analyse du planning d'exécution des travaux mis au point avec les entreprises pendant la période de préparation du chantier avec transmission des observations au maître d'œuvre et copie au maître d'ouvrage
R14	Inspection commune avant l'intervention de chaque entreprise y compris sous-traitante
R15	Organisation des réunions et présidence du collège interentreprises de sécurité, de santé et des conditions de travail
R16	Présence et intervention sur le chantier aussi souvent que nécessaire pour mener à bien la mission de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé
R17	Contrôle de la mise en œuvre des dispositions législatives et réglementaires en cas de présence de matériaux susceptibles de contenir de l'amiante
R18	Prise en compte des interférences avec les activités d'exploitation sur le site à l'intérieur duquel ou à proximité duquel est implanté le chantier
R19	Mise en place et veille de l'application des dispositions nécessaires pour que seules les personnes autorisées puissent accéder au chantier
R20	Mise en place de l'adoption du règlement du collège interentreprises et transmission à l'inspecteur du travail, au comité régional de l'OPPBTP et à l'organisme de sécurité sociale compétent en matière de prévention des risques professionnels
R21	Diffusion aux différents intervenants de toutes les informations et de tous les documents nécessaires à la bonne réalisation des objectifs de la mission de coordination
R22	Participation aux opérations préalables à la réception des ouvrages susceptibles de nécessiter des interventions ultérieures de maintenance ou d'entretien
R23	Conseils au maître d'ouvrage quant à la mise en place de coordination de la sécurité et de la protection de la santé relative à des travaux ayant fait l'objet de réserves pendant la période de parfait achèvement
R24	Remise du dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage (DIUO)

Lors du dialogue compétitif pour la passation du marché de conception-réalisation-exploitation-maintenance :

Au stade de la phase d'adjudication, le coordonnateur SPS doit :

- lors du dialogue compétitif, émettre un avis sur les 3 offre(s) remises niveau APS offres initiales puis niveau Offre finale pour les points pouvant avoir une incidence sur la sécurité et la santé des travailleurs ainsi que sur les interventions ultérieures sur l'ouvrage.
- ouvrir, dès signature du contrat ou la notification du marché, un registre-journal de la coordination SPS, le renseigner au fur et à mesure du déroulement de l'opération et le transmettre après ouverture et après chaque observation au maître d'ouvrage pour visa.

2.2 Délais d'exécution

Le coordonnateur est tenu d'accomplir les actes relevant de sa mission dans les délais précisés ci-après :

Code	Désignation	Délais	A compter du
A2	Analyse des offres initiales niveau APS	2 semaines	Réception offres
A3	Analyse des offres finales niveau APS	2 semaines	Réception offres
C01	Respect des principes généraux de prévention	Pendant toute la durée du chantier	Démarrage des travaux
C02	Participation à la rédaction de la déclaration préalable avec le maître d'ouvrage	5 jours	Réception projet de Dépôt de PC
C05	Rédaction et mise à jour du plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé + Définition des sujétions afférentes à la mise en place et à l'utilisation des protections collectives, des appareils de levage, des accès provisoires et des installations générales + Définition des dispositions à mettre en œuvre pour que seules les personnes autorisées puissent accéder au chantier	5 jours	Transmission par le MO de l'APD puis du PRO
C06	Constitution du dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage	5 jours	Après présentation de l'offre du candidat retenu
C07	Ouverture du registre journal de coordination	5 jours	Après présentation de l'offre du candidat retenu
C08	Projet de règlement du collège interentreprises de sécurité, de santé et des conditions de travail	5 jours	Après présentation de l'offre du candidat retenu
C13	Avis formalisé sur le dossier APD établi par le groupement titulaire du MGP	10 jours	Après réception de l'APD
C15	Avis formalisé sur le dossier PRO établi par le groupement titulaire du MGP	10 jours	Après réception du PRO

<i>Code</i>	<i>Désignation</i>	<i>Délais</i>	<i>A compter du</i>
C16	Transmission des consignes et des documents au coordonnateur de la phase réalisation	5 jours	Réception par le MO
R02	Organisation de la coordination des activités des différentes entreprises présentes sur le chantier	Pendant toute la durée du chantier	Démarrage des travaux
R03	Tenue à jour du registre journal de coordination	Pendant toute la durée du chantier	Démarrage des travaux
R04	Veille de l'application correcte des mesures de coordination préalablement définies et des procédures de travail qui interfèrent	Pendant toute la durée du chantier	Démarrage des travaux
R07	Tenue à jour et adaptation du plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé	Pendant toute la durée du chantier	Démarrage des travaux
R08	Tenue à jour du dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage	Pendant toute la durée du chantier	Démarrage des travaux
R09	Harmonisation des plans particuliers de sécurité et de protection de la santé dans le plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé	10 jours	Notification des marchés travaux
R11	Communication des plans particuliers de sécurité et de protection de la santé établis par les entreprises titulaires du lot gros œuvre ou du lot principal et par les entreprises ayant à effectuer des travaux présentant des risques particuliers aux autres entreprises intervenant sur le chantier	10 jours	Notification des marchés travaux
R12	Participation avant le lancement de la période de préparation de chantier, à une réunion de coordination des travaux de V.R.D.	10 jours	Notification des marchés travaux
R13	Analyse du planning d'exécution des travaux mis au point avec les entreprises pendant la période de préparation du chantier avec transmission des observations au maître d'œuvre et copie au maître d'ouvrage	5 jours	Réception du document
R14	Inspection commune avant l'intervention de chaque entreprise y compris sous-traitante,	5 jours	Notification des marchés travaux
R15	Organisation des réunions et présidence du collège interentreprises de sécurité, de santé et des conditions de travail	Pendant toute la durée du chantier	Notification des marchés travaux
R16	Présence et intervention sur le chantier aussi souvent que nécessaire pour mener à bien la mission de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé	Pendant toute la durée du chantier	Notification des marchés travaux
R17	Contrôle de la mise en œuvre des dispositions législatives et réglementaires en cas de présence de matériaux susceptibles de contenir de l'amiante	10 jours	Notification des marchés travaux
R18	Prise en compte des interférences avec les activités d'exploitation sur le site à l'intérieur duquel ou à proximité duquel est implanté le chantier	Pendant toute la durée du chantier	Notification des marchés travaux
R19	Mise en place et veille de l'application des dispositions nécessaires pour que seules les personnes autorisées puissent accéder au chantier	Pendant toute la durée du chantier	Notification des marchés travaux

Code	Désignation	Délais	A compter du
R20	Mise en place de l'adoption du règlement du collège interentreprises et transmission à l'inspecteur du travail, au comité régional de l'OPPBTP et à l'organisme de sécurité sociale compétent en matière de prévention des risques professionnels	Pendant toute la durée du chantier	Notification des marchés travaux
R21	Diffusion aux différents intervenants de toutes les informations et de tous les documents nécessaires à la bonne réalisation des objectifs de la mission de coordination	1 jour	à l'issue de chaque visite de chantier, le coordonnateur devra émettre un avis
R22	Participation aux opérations préalables à la réception des ouvrages susceptibles de nécessiter des interventions ultérieures de maintenance ou d'entretien		à chaque OPR à la fin de chaque phase de chantier
R23	Conseils au maître d'ouvrage quant à la mise en place de coordination de la sécurité et de la protection de la santé relative à des travaux ayant fait l'objet de réserves pendant la période de parfait achèvement	10 jours	Réception
R24	Remise du dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage (DIUO)	15 jours	Remise par le MO du DOE (idem en cas de réceptions partielles)

2.3 Condition d'exécution de la mission

Autorité du coordonnateur SPS

Le coordonnateur doit informer le maître d'ouvrage et le titulaire du marché global de performance sans délai, et par tous les moyens, de toute violation par les intervenants, y compris les entreprises, des mesures de coordination qu'il a définies ainsi que des procédures de travail et des obligations réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur les chantiers.

Il est fait mention de ces violations dans le Registre-journal de la Coordination (R.J.C.). Cette information doit être confirmée par écrit.

En cas de danger grave et imminent menaçant la sécurité ou la santé d'un intervenant ou d'un tiers (tels que chute de hauteur, ensevelissement...), le coordonnateur doit prendre les mesures nécessaires pour supprimer le danger. Il peut, à ce titre, arrêter tout ou partie du chantier.

La notification de ces arrêts est consignée au Registre-journal de la Coordination. Les reprises décidées par le maître d'ouvrage, après avis du coordonnateur, sont également consignées dans le Registre-journal de la Coordination.

Moyens donnés au coordonnateur SPS

A - Libre accès

Le coordonnateur SPS a libre accès :

- au chantier en respectant les principes de sécurité ;
- au bureau de chantier et au matériel mis à disposition du titulaire du marché global de performance le cas échéant.

B - Obligations du maître d'ouvrage

Le maître d'ouvrage communique au coordonnateur :

- avant de les approuver, tous les documents d'étude relatifs aux « Elément Avant Projet » et « Elément Projet » ;
- le nom du ou des éventuels chefs d'établissement dont les activités interfèrent avec le chantier ;
- au fur et à mesure de leurs désignations, les noms et missions des intervenants mentionnés à l'article 1 du présent document ainsi que des entrepreneurs et de leurs sous-traitants éventuels. Il tient à sa disposition leurs contrats ;
- la liste, tenue à jour, des personnes qu'il a autorisées à accéder au chantier ;

Le maître d'ouvrage remet au coordonnateur, avant le commencement de sa mission, un exemplaire du ou des Dossiers d'Intervention Ulérieure sur l'Ouvrage (D.I.U.O.) existants.

Le maître d'ouvrage informe le coordonnateur des réunions qu'il organise auxquelles ce dernier est systématiquement invité sans qu'une convocation formelle lui soit adressée. Il est destinataire des comptes rendus de ces réunions.

C - Dispositions prises par le Maître d'Ouvrage

Le maître d'ouvrage prend toutes dispositions pour faire communiquer au coordonnateur :

- avant de les approuver, tous les documents d'étude relatifs aux « Elément Avant Projet » et « Elément Projet » ;
- l'ensemble des documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs ;
- tous les documents d'exécution des ouvrages ;
- les calendriers de l'exécution de l'ensemble des travaux, y compris les travaux de levées de réserves ;
- l'ensemble des documents et ordres de services relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs ;
- la copie des déclarations d'accidents de travail ;
- par les différents cocontractants du maître d'ouvrage, la liste, tenue à jour, des personnes qu'ils autorisent à accéder au chantier ;
- par les différents titulaires des contrats de travaux qu'il a conclu, les effectifs prévisionnels affectés au chantier ;

Le maître d'ouvrage prend également toutes mesures pour que soit informé le coordonnateur :

- de toutes les réunions organisées par le titulaire du marché global de performance auxquelles il est systématiquement invité sans qu'une convocation formelle lui soit adressée. Il est destinataire des comptes rendus de ces réunions ;
- de l'intervention de toute entreprise au titre de la « garantie de parfait achèvement » prévue par l'article 44.1 du C.C.A.G.-Travaux.

Il prend également toutes dispositions pour que le coordonnateur puisse se faire communiquer tous autres documents et informations, nécessaires au bon déroulement de sa mission, par les différents intervenants concernés (titulaire du marché global de performance, bureau de contrôle technique ...) et en particulier :

- les mesures d'organisation générales du chantier envisagées par le titulaire du marché global de performance en vue de leur intégration dans le Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé ;
- par les entreprises, tout document qu'il juge utile pour examiner les Plans Particuliers de Sécurité et de Protection de la Santé des travailleurs.

2.4 Responsable coordonnateur

La personne physique désignée par le titulaire pour exercer la mission de coordination en matière de S.P.S. doit, en permanence pendant toute la durée du marché, posséder l'attestation requise par l'article R.4532-31 du Code du travail sous peine de résiliation immédiate du marché aux torts du titulaire.

Le titulaire s'engage à maintenir pendant toute la durée du marché, la même personne physique comme coordonnateur.

Le titulaire ne peut remplacer la personne physique qu'à l'occasion de l'indisponibilité temporaire ou définitive de celle-ci, qui n'est pas du fait du titulaire. Si un suppléant n'a pas été désigné à l'acte d'engagement par le titulaire du marché, la nouvelle personne physique affectée à la mission par le titulaire doit être acceptée par le maître d'ouvrage.

Par dérogation à l'article 3.4.3 du C.C.A.G.-PI :

- le titulaire propose au maître d'ouvrage une nouvelle personne physique dans un délai de 7 jours à compter de la date d'envoi de l'avis prévu au premier alinéa de l'article 3.4.3 du C.C.A.G.-PI. Cette demande sera accompagnée de l'attestation de compétence de la nouvelle personne physique ;
- le maître d'ouvrage dispose d'un délai de 7 jours pour agréer le nouveau coordonnateur. L'accord du maître d'ouvrage sur l'identité de la nouvelle personne physique doit être impérativement formalisé par une décision écrite du pouvoir adjudicateur.
- si le maître d'ouvrage refuse le remplaçant, le titulaire dispose de 7 jours à compter de ce refus pour lui proposer une autre personne physique. A défaut ou si le maître d'ouvrage récusé également ce remplaçant la résiliation du marché est prononcée dans les conditions de l'article 39 du C.C.A.G.-PI.

Le coordonnateur, ou à défaut le titulaire, assure le passage des consignes et la transmission des documents qu'il a rédigé ou reçus, à tout nouveau coordonnateur désigné pour le remplacer ou lui succéder, ou à défaut au maître d'ouvrage. Il établit pour cela un procès-verbal dans un délai de 7 jours à compter de la demande du maître d'ouvrage.

Le nouveau coordonnateur accuse réception de l'ensemble des documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs.

Dès que le programme d'exécution des travaux est établi, le coordonnateur remet au maître d'ouvrage son programme prévisionnel d'intervention sur le chantier. En tout état de cause, il participe à toutes les réunions, en particulier de chantier, nécessaires à la bonne exécution de sa mission. A la fin de chaque mois, il remet au maître d'ouvrage un compte rendu d'avancement de l'exécution de sa mission.

Dès l'ouverture du chantier ou à la signature du marché (R. 4532-11 à 16 du Code du travail) un exemplaire du Registre Journal de la Coordination et du Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé sont consultables : sur le chantier.

La poursuite de l'exécution des prestations en cas de dépassement de la masse initiale est subordonnée à la conclusion d'un avenant ou à l'émission d'une décision de poursuivre prise par le pouvoir adjudicateur.